

## FIPP

Société Anonyme au capital de 15 000 000 euros  
Siège social : 2, rue de Bassano - 75116 Paris  
RCS PARIS 542 047 212

### PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 23 JUIN 2020

#### Procès-verbal des délibérations

Dans le contexte de l'épidémie de Covid-19, conformément aux dispositions prises par le Gouvernement pour lutter contre la propagation de ce virus (i) le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire tel que complété par le décret n°2020-423 du 14 avril 2020, (ii) le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et (iii) l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de Covid-19) et limitant le déplacement et la réunion de personnes sur le territoire de la République française, ainsi qu'à la décision du Conseil d'administration de la Société du 28 avril 2020 de faire application des dispositions de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020, **l'Assemblée générale Mixte s'est tenue le mardi 23 juin 2020, à 11 heures, au siège social de la Société situé au 2 rue de Bassano, 75116 Paris.**

Un avis de réunion a été publié au Bulletin des annonces légales et obligatoires du 18 mai 2020 et un avis de réunion rectificatif a été publié au Bulletin des annonces légales et obligatoires du 20 mai 2020.

Un avis de convocation a été publié au Bulletin des annonces légales obligatoires et dans le journal d'annonces légales Les Petites Affiches Loi du 8 juin 2020.

Les actionnaires titulaires de titres nominatifs ont été convoqués par lettre simple conformément aux dispositions des statuts.

Les Commissaires aux comptes titulaires, les cabinets Deloitte et Associés et Exco Paris ACE, ont été régulièrement convoqués par courriel dont ils ont accusé réception. Ils sont absents et excusés.

Les membres du bureau ont élargé la feuille de présence en entrant en séance.

Monsieur Ludovic Dauphin, Administrateur, préside l'Assemblée.



Ont été désignés aux termes du Conseil d'administration du 23 juin 2020, en application des dispositions de l'article 8 du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 :

En qualité de scrutateurs : la société Rodra Investissements, représentée par Monsieur Ludovic Dauphin, et Madame Eva Lévy, secrétaire juridique.

En qualité de secrétaire de séance : Maître Renaud Demoyen.

Madame Eva Lévy indique selon les chiffres définitifs, un actionnaire ayant voté par correspondance ou ayant donné pouvoir, représente 40.913.597 actions ayant droit de vote, sur les 122 471 554 actions formant le capital et ayant le droit de vote soit 33,41% du total des actions ayant droit de vote.

L'Assemblée représentant plus du quart du capital est régulièrement constituée et peut, en conséquence, valablement délibérer à titre ordinaire et extraordinaire.

Les 122 471 554 actions représentent un nombre égal de voix.

Ont été mis à la disposition des actionnaires :

- les pouvoirs des actionnaires représentés,
- les formulaires de vote par correspondance,
- la copie de l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 18 mai 2020 et l'avis de réunion rectificatif publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 20 mai 2020,
- la copie de l'avis de convocation paru au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et dans le journal Les Petites Affiches du 8 juin 2020,
- la copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires nominatifs,
- la copie des courriels de convocation adressées aux Commissaires aux comptes accompagnées des accusés de réception,
- les rapports du Conseil d'administration,
- les comptes sociaux et leurs annexes,
- le tableau des résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices,
- les comptes consolidés et leurs annexes,
- l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions,
- les rapports des Commissaires aux comptes,
- les statuts de la Société,
- la liste des Administrateurs, Directeurs généraux et des Commissaires aux comptes,
- la liste des conventions réglementées,
- une formule de procuration,
- un formulaire de vote par correspondance,
- une formule de demande d'envoi de documents.

LD LD

M

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, devant être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée et que la Société a fait droit, dans les conditions légales, aux demandes de communication dont elle a été saisie.

L'Assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

### **Ordre du jour**

#### **A titre Ordinaire :**

- Rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2019 incluant le rapport de gestion du Groupe ;
- Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L.225-37 du Code de commerce ;
- Rapport complémentaire du Conseil d'administration sur l'utilisation des délégations relatives aux augmentations de capital (articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce) ;
- Rapport spécial du Conseil d'administration sur les programmes de rachat d'actions ;
- Rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019, sur les comptes consolidés et sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L.225-37 du Code de commerce ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés par l'article L.225-38 du Code de commerce et en application de l'article L.225-42, alinéa 3, du Code de commerce ;
- Approbation des comptes annuels et quitus aux Administrateurs ;
- Approbation des comptes consolidés ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation de conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ;
- Ratification de conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce en application de l'article L.225-42, alinéa 3, du Code de commerce ;
- Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Richard Lonsdale-Hands ;
- Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Ludovic Dauphin ;
- Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Valérie Gimond-Duménil ;
- Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Laurence Duménil ;
- Approbation des informations relatives aux éléments de rémunération des mandataires sociaux prévue à l'article L.225-100 II du Code de commerce ;
- Approbation des éléments de la rémunération totale et des avantages de toute nature, versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Richard Lonsdale-Hands, Président du Conseil d'administration et Directeur Général, ce en application de l'article L.225-37-3 I du Code de commerce ;
- Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux, au titre de l'exercice 2020, conformément à l'article L.225-37-3 du Code de commerce ;

- Approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général, au titre de l'exercice 2020, conformément à l'article L.225-37-3 du Code de commerce ;
- Approbation de la rémunération annuelle globale des administrateurs ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de mettre en place un nouveau programme de rachat d'actions ;

#### **A titre Extraordinaire :**

- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;
- Modification de l'article 13 des statuts, « Réunions du Conseil d'administration », conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce, modifié par la loi 2019-744 du 19 juillet 2019 ;
- Modification de l'article 14 des statuts, « Pouvoirs et responsabilités du Conseil d'administration », conformément aux dispositions de l'article 1833 du Code civil, modifié par la Loi 2019-486 du 22 mai 2019 ;
- Modification de l'article 17 des statuts, « Rémunération des dirigeants sociaux et administrateurs » conformément aux dispositions de l'article L.225-45 du Code de commerce modifié par la Loi 2019-486 du 22 mai 2019 ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président présente à l'Assemblée le rapport de gestion du Conseil d'administration. Il est ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux comptes. Le Président résume l'activité de la Société intervenue au cours de l'exercice. Il précise que la 17<sup>ème</sup> résolution comporte une erreur matérielle : il faut lire « *ajouter à la fin de l'article 13 des statuts un paragraphe VI* » et non un « *paragraphe V* ».

À l'issue de ses différentes présentations le Président précise que, compte-tenu du contexte sanitaire et de la tenue de l'Assemblée générale à huis clos, hors de la présence des actionnaires, aucune question orale ne peut être posée.

Les actionnaires ont été invités à poser leurs questions par écrit préalablement à la tenue de l'Assemblée dans les délais impartis.

Aucune question écrite ne lui a été transmise.

Puis il est passé au vote des résolutions il est rappelé que dans le contexte particulier de crise sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19 et compte tenu des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre cette épidémie, l'Assemblée générale se tient à huis clos. Tous les votes ont été exprimés par correspondance ou par pouvoir donné au Président.

#### **A TITRE ORDINAIRE**

##### **Première résolution (Approbation des comptes sociaux et quitus aux administrateurs)**

L'Assemblée générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2019,

LD CD

M

KOJ

approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par une perte de 952 209,63 euros ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et présentées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte de ce que la Société n'a engagé aucune charge non déductible fiscalement (article 39-4 du Code général des impôts) au cours de l'exercice écoulé.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

#### **Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés)**

L'Assemblée générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2019, approuve ces comptes tels qu'ils ont été présentés se soldant par un résultat consolidé négatif de (714 K€), ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et présentées dans ces rapports.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

#### **Troisième résolution (Affectation du résultat)**

L'Assemblée générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2019 de (952 209,63) euros de la manière suivante :

##### Origine :

Perte de l'exercice clos le 31/12/2019 :	(952 209,63) €
Report à nouveau débiteur au 31/12/2019 :	(7 853 951,34) €

##### Affectation :

En totalité, au poste « report à nouveau »	(8 806 160,97) €
--	------------------

Il est précisé que, dans le cadre du régime SIIC, la Société a des obligations de distribution de ses résultats ; celles-ci s'élèvent à 57.066,74 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre

LD LD

LD LD

2018 pour un résultat exonéré (résultat SIIC) d'un montant de 60.070,25 euros uniquement composé du résultat de locations.

Le résultat distribuable étant négatif, l'obligation de distribution est donc reportée sur le premier exercice bénéficiaire suivant et les exercices ultérieurs en tant que de besoin.

Il est rappelé que la Société a des obligations de distribution au titre des exercices précédents, qui demeurent par ailleurs non remplies à ce jour, à savoir :

Année	Obligation SIIC reportée
2012	1 478 811 €
2015	4 046 436 €
2016	52 459 €
2017	242 193 €
2018	978 583 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte qu'au titre des trois précédents exercices, il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes.

VOIX POUR : 40.913.597

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Quatrième résolution (Approbation des conventions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce)**

Statuant sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes qui lui a été présenté sur les conventions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, l'Assemblée générale prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

VOIX POUR : 0

VOIX CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Cette résolution n'est pas adoptée, aucun vote n'ayant été exprimé.

**Cinquième résolution (Ratification des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce en application de l'article L.225-42, alinéa 3, du Code de commerce)**

Statuant sur le rapport spécial des Commissaires aux comptes qui lui a été présenté sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce en application de l'article L.225-42, alinéa 3, l'Assemblée générale prend acte des conclusions de ce rapport et ratifie les conventions qui y sont mentionnées.

VOIX POUR : 0

LD LD

M

M

VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution n'est pas adoptée, aucun vote n'ayant été exprimé.

**Sixième résolution** (*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Richard Lonsdale-Hands*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de Monsieur Richard Lonsdale-Hands est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Septième résolution** (*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Ludovic Dauphin*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de Monsieur Ludovic Dauphin est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Huitième résolution** (*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Valérie Gimond-Duménil*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de Madame Valérie Gimond-Duménil est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

WS WS M M

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Neuvième résolution** (*Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Laurence Duménil*)

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et constatant que le mandat de Madame Laurence Duménil est arrivé à son terme, décide de le renouveler pour une période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Dixième résolution** (*Approbaton des informations relatives aux éléments de rémunération des mandataires sociaux prévue à l'article L.225-100 II du Code de commerce*)

L'Assemblée générale, en application de l'article L.225-100-II du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve les informations mentionnées à l'article L.225-37-3 I du Code de commerce, telles que présentés au paragraphe 9 du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Onzième résolution** (*Approbaton des éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Richard Lonsdale-Hands, Président du Conseil d'administration et Directeur Général*)

L'Assemblée générale, en application de l'article L 225-100-III du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Richard Lonsdale-Hands, en sa qualité de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général, tels que présentés au paragraphe 9. du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

LD LD

M



**Douzième résolution (Politique de rémunération des mandataires sociaux)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application de l'article L.225-37-2 II du Code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux telle que présentée au paragraphe 8 du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Treizième résolution (Politique de rémunération du Président Directeur Général)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application de l'article L.225-37-2 II du Code de commerce, la politique de rémunération du Président Directeur Général telle que présentée au paragraphe 8 du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Quatorzième résolution (Approbaton de la rémunération annuelle globale des administrateurs)**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et en application de l'article L225-45 du Code de commerce, décide que les Administrateurs ne percevront aucune rémunération pour l'exercice en cours.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Quinzième résolution (Autorisation de mise en place d'un programme de rachat d'actions)**

Conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, du Règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 entré en vigueur le 13 octobre 2004 et du Règlement général de l'AMF, l'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux

LD LD

h

CM

conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires et ayant connaissance du rapport présenté par le Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à acheter et vendre par la Société ses propres actions.

Ces achats et ventes pourront être effectués à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par les lois et règlements en vigueur et, notamment, en vue des objectifs suivants :

- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- l'attribution des actions ainsi acquises aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société lors de l'exercice qu'ils feront des droits attachés à ces titres et ce, conformément à la réglementation boursière en vigueur ;
- l'achat d'actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- l'attribution des actions ainsi acquises à des salariés et mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- l'annulation éventuelle des actions acquises en une ou plusieurs fois, sur sa seule décision, tout ou partie des actions propres détenues par la Société et réduction corrélative du capital social et/ou à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix ;
- la remise des actions en paiement de distributions de dividendes ou autres distributions votées par les actionnaires de la Société ;
- la mise en œuvre de toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être effectués, sur le marché ou de gré à gré, par tout moyen compatible avec la loi et la réglementation en vigueur, y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par acquisition ou cession de blocs.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, sous réserve des périodes d'abstention prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

L'Assemblée générale décide que le prix maximum d'achat ne pourra excéder 1 € (un euro) par action et fixe, conformément à l'article L.225-209 du Code de commerce, le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de la présente autorisation à 10% du capital social de la Société ; étant précisé que (i) le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourra excéder 5% de son capital, conformément aux dispositions de l'article L.225-209, alinéa 6, du Code de commerce et (ii) cette limite s'applique à un nombre d'actions qui sera, le cas échéant, ajusté afin de prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée, les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir,

LD LD

M

KLM

directement ou indirectement, plus de 10% du capital social, étant précisé que le montant global que la Société pourra consacrer au rachat de ses propres actions sera conforme aux dispositions de l'article L.225-210 du Code de commerce.

En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente autorisation ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, le prix unitaire maximum ci-dessus visé sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

L'Assemblée générale prend acte que les actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle, de l'affectation précise des actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans le cadre du programme de rachat d'actions et des modalités des rachats effectués au cours de l'exercice.

L'Assemblée générale confère au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider la mise en œuvre de la présente autorisation ;
- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation boursière en vigueur ;
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une durée ne pouvant excéder dix-huit mois à compter de la présente assemblée et annule et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 26 juin 2019.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

#### A TITRE EXTRAORDINAIRE

**Seizième résolution** (*Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues*)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de toute quantité d'actions auto-détenues qu'il décidera dans les limites fixées par la loi, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce.

WS WS

H

WS

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la Société en vertu de la présente autorisation est de 10% des actions composant le capital de la Société par périodes de vingt-quatre mois, étant précisé que cette limite s'applique à un nombre d'actions qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration pour procéder à cette ou ces réductions de capital, notamment arrêter le nombre d'actions à annuler, constater la réalisation de la réduction de capital, procéder à la modification corrélative des statuts, effectuer toutes formalités, démarches et déclarations auprès de tous organismes et d'une manière générale, faire le nécessaire dans le respect des dispositions en vigueur.

La présente autorisation est donnée pour une durée ne pouvant excéder dix-huit mois à compter de la présente assemblée et annule et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 29 juin 2019.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Dix-septième résolution** (*Modification de l'article 13 des statuts, « Réunions du Conseil d'administration », conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce, modifié par la loi 2019-744 du 19 juillet 2019*)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide d'ajouter à la fin de l'article 13 des statuts un paragraphe VI rédigé comme suit :

« VI- Les décisions suivantes peuvent être prises par consultation écrite du conseil d'administration sur la demande du président :

- nomination provisoire de membres du conseil,
- autorisation des cautions aval et garantie donnée par la société,
- décision de modification des statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires sur délégation de l'assemblée générale,
- convocation de l'assemblée générale,
- transfert du siège social dans le même département.

La consultation écrite des administrateurs pourra être effectuée par messagerie électronique, selon les modalités précisées par le règlement intérieur. Les décisions ainsi prises pour l'objet de procès-verbaux établis par le président du conseil d'administration, lesquels sont conservés dans les mêmes conditions que les autres décisions du conseil d'administration. »

LD

LD

M

LD

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Dix-huitième résolution** (Modification de l'article 14 des statuts, « Pouvoirs et responsabilités du Conseil d'administration », conformément aux dispositions de l'article 1833 du Code civil, modifié par la Loi 2019-486 du 22 mai 2019)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'alinéa 2 de l'article 14 des statuts comme suit :

Article 14	
Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
Il détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.	Il détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, <b>en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.</b>

Le début et le reste de l'article sont inchangés.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Dix-neuvième résolution** (Modification de l'article 17 des statuts « rémunération des dirigeants sociaux et administrateurs », conformément aux dispositions de l'article L.225-45 du Code de commerce modifié par la Loi 2019-486 du 22 mai 2019)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'alinéa II de l'article 17 des statuts comme suit :

Article 17	
Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
II- L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, à titre de jetons de présence, une rémunération dont le montant fixé par l'assemblée générale reste maintenu jusqu'à décision nouvelle.	II- L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, <b>une rémunération fixe annuelle</b> , dont le montant fixé par l'assemblée générale reste maintenu jusqu'à décision nouvelle.

Handwritten marks: a stylized 'u' or '4', another '4', a large 'M', and a signature.

<p>Le conseil répartit cette somme entre les intéressés de la façon qu'il juge convenable et conformément aux dispositions légales.</p> <p>Les administrateurs ne peuvent recevoir de la société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues par la loi ou non contraires à celle-ci.</p>	<p>Le conseil répartit cette somme entre les intéressés de la façon qu'il juge convenable et conformément aux dispositions légales.</p> <p>Les administrateurs ne peuvent recevoir de la société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues par la loi ou non contraires à celle-ci.</p>
--	--

Le début de l'article est inchangé.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**Vingtième résolution (Pouvoirs en vue des formalités)**

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par La Loi.

VOIX POUR : 40.913.597  
VOIX CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

**CLOTURE**

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 13 heures.

De tout ce que dessus il a été dressé, le présent procès-verbal, signé après lecture par les membres du bureau.

  
Les Scrutateurs

  
Le Président



Le Secrétaire  
